

LICENCIEMENTS : POUR QUE LA PEUR CHANGE DE CAMP !

Aux États-Unis, l'agence fédérale consacrée à l'aide internationale a été démantelée en quelques semaines, sans même que ses employés aient pu récupérer leurs affaires personnelles. Cela a concerné 2 200 agents fédéraux. La semaine dernière, ce sont 200 000 fonctionnaires stagiaires qui ont été licenciés. Les Trump et les Musk s'en prennent aux migrants et aux fonctionnaires. Et, demain, à toutes les travailleuses, à tous les travailleurs, qu'ils attaquent bout par bout.

L'hécatombe, c'est aussi de ce côté de l'Atlantique !

Cela se passe aux États-Unis et Trump-Musk sont des brutes ? Certes. Mais ce que font l'État et les patrons français est-il si différent ?

Vendredi, on apprenait que le personnel de trois revues musicales prestigieuses était licencié par leur nouveau propriétaire, le PDG du groupe Albin Michel : rentables, mais pas assez ! Même chose dans l'industrie du jeu vidéo qui a licencié 14 000 personnes dans le monde en 2024, dont plusieurs centaines en France.

À Cholet et Vannes, Michelin a décidé de fermer deux usines : 1 254 travailleurs licenciés. Même chose pour les salariés du groupe Auchan qui a annoncé le licenciement de 2 389 salariés. Et l'on ne compte pas les entreprises plus petites qui ferment leurs portes, sous-traitants de donneurs d'ordre qui ne leur en donnent plus, justement. Depuis septembre 2023, il y a eu, selon la CGT, 286 plans de suppressions d'emplois concernant près de 300 000 travailleurs.

Pendant ce temps, ce qui occupe le gouvernement, c'est sa propagande raciste sur l'insécurité (montée en épingle) et contre les migrants. Sur les licenciements, silence radio. Quand le gouvernement s'intéresse à l'emploi, c'est pour durcir les conditions du chômage !

Leurs milliards de profits et la menace du chômage sur tous les travailleurs

Michelin affiche 1,9 milliard de profits. Auchan appartient à la famille Mulliez, cinquième fortune de France, et a touché ces dernières années plus de 500 millions d'euros d'aides publiques en tout genre. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Les grosses entreprises

donneuses d'ordre, celles qui sont à l'origine de la vague de licenciements, vont bien. Alors, pourquoi ces licenciements ? Bien sûr pour faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés. Mais pas seulement.

Aux États-Unis, un des chefs de l'administration Trump déclarait il y a deux ans, parlant des fonctionnaires : « Nous voulons que les bureaucrates soient traumatisés », ajoutant qu'il voulait qu'ils aillent au travail la boule au ventre. Et c'est bien le résultat que le patronat, là-bas comme ici, voudrait obtenir : précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs – même ceux qui se croient protégés par leur statut ou la spécificité de leur travail – se sentent menacés et acceptent tout sans réchigner.

S'organiser pour une contre-offensive de tous les travailleurs

Les directions syndicales dénoncent les licenciements. Mais elles laissent les travailleurs licenciés se battre entreprise par entreprise, et beaucoup le font avec détermination. Mais seuls, les uns après les autres, donc. Sans réelle coordination et sans autre perspective que de tenter de négocier le plus possible d'indemnités. Mais, même pour cet objectif-là, c'est tout autre chose qui serait nécessaire ! Pour lutter contre les licenciements, les rendre impossibles, il faut une mobilisation d'ensemble, car oui, toutes les travailleuses et tous les travailleurs sont menacés.

En l'absence de volonté des directions syndicales, c'est par en bas qu'il faut créer les liens et fixer des objectifs communs. Pour élargir progressivement la mobilisation d'une usine à la région, de la région au pays, en faire un événement politique. Et faire que ce soient les patrons et les possédants qui aient la boule au ventre !

Une provocation et des réactions !

La direction dit qu'on n'a pas atteint les objectifs pour toucher la prime EAP de ce quadrimestre. Après des mois de peak période où nous avons tous souffert, c'est de la provocation et une manière de garder l'argent qu'elle nous doit. Nous avons été nombreux à réagir ouvertement dans les briefs pour exprimer tout haut ce qu'on pense de leur discours patronal, de leur prime minable et de leurs critères à la noix.

80 balles... et faudrait dire merci en plus ?

Pour faire passer la pilule, l'annonce que nous ne toucherions pas la prime EAP a été suivie d'un beau discours sur la bonté de la direction de la PIC. Cette dernière a décidé, dans un élan d'altruisme, de nous donner quand même... 80 euros, « hors temps partiel et absence », faut pas déconner ! Apparemment, l'altruisme n'est pas sa seule qualité, elle a aussi des talents de comique.

Du fric, ils peuvent nous en donner !

Avec cette « prime exceptionnelle » de 80 euros, nous savons maintenant que la PIC peut directement décider de nous verser de l'argent, contrairement à ce qu'elle prétendait. Si on ne veut pas en rester à « l'altruisme » limité de la direction et à ses 80 euros, il va falloir lui forcer la main. Car ce qui nous manque tous les mois sur nos fiches de paie pour pouvoir vivre dignement, ce sont des centaines d'euros supplémentaires.

Combien ont-ils touché ?

En même temps que l'annonce de la non-prime EAP, nous avons eu droit aux chiffres sur les nouvelles activités. Les colis de la messagerie multi-flux ont explosé et nous traitons maintenant une grande partie des IP de la région, Champagne ! La question est la suivante : combien la direction du site a-t-elle touché de prime et combien le groupe et les actionnaires ont-ils touché d'argent sur ces nouvelles activités ? Une question sans réponse, bien évidemment, car elle serait l'aveu que tout ce beau monde se goinfre sur notre travail.

Monopoly La Poste

La machine PPI va être délocalisée sur une autre PIC. Plusieurs collègues de Via Poste vont devoir changer d'entreprise et toute l'activité des volumineux est supprimée à Lesquin. Dans ce grand Monopoly qu'est le capitalisme, les patrons nous mettent en concurrence et nous imposent leur plan pour maximiser leurs bén-

éfices. Pas question de subir leur logique du profit. Aucun emploi ne doit être supprimé, aucun licenciement ne doit être toléré !

Des lingots d'or d'hypocrisie

Nous avons eu droit à un petit sermon contre les retards dans les briefs d'après-midi. Drôle de cirque que de venir faire la morale pour quelques minutes de retard quand l'encadrement s'arrange, elle, pour nous faire finir le boulot le soir au dernier moment, en essayant de gratter quelques minutes depuis des années. S'ils veulent qu'on arrive pile à l'heure, nous allons repartir pile à l'heure aussi.

9 euros par mois en plus !

0,6 % d'augmentation de salaire, soit 9 euros par mois... voilà l'annonce de la direction pour les NAO cette année. Merci La Poste ! Pendant ce temps, l'inflation « officielle », elle, fait du sprint : + 4,9 % en 2023, + 2 % en 2024... Donc nos salaires « réels » de travailleurs baissent pendant que les profits des actionnaires explosent. Qui sont les parasites ?

Grève de postiers en Belgique

800 000 colis bloqués aux centres de tri de Bruxelles, Liège et Charleroi. Depuis le vendredi 7 février 2025, nos frères postiers belges font grève en réaction à un plan de réorganisation des tournées des facteurs. 90 secondes pour livrer un colis, descendre et monter dans son véhicule 200 à 250 fois par jour, voilà le genre d'aberration que dénoncent les postiers belges. À bpost, la direction a inventé une nouvelle discipline olympique : le facteur-triathlète. Il court, pédale et nage dans les colis... Une réalité familière pour nous, postiers français, postiers belges, même combat.

Les licenciements... ça peut rapporter gros

L'Humanité a révélé comment les experts en restructuration, avocats spécialisés en fermeture d'usines et autres « coachs » en reclassement s'en mettent plein les poches lors des « plans de sauvegarde de l'emploi » (PSE), c'est-à-dire des licenciements. Le cabinet qui a « accompagné » le PSE des 2 900 salariés de Casino aurait facturé 2 250 euros par licenciement, près de 6,5 millions d'euros au total. Selon les cas, le coût est estimé entre 2 000 et 5 000 euros par licenciement. Pour tous ces vautours, la vague de PSE annoncée est une bonne nouvelle.

Toutes nos publications sur site :
<https://npa-revolutionnaires.org/>